

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 128 - 5 mars 1984

PRIX : 2 Frs.

Face aux
licenciements
il n'y a que
la lutte.



SOMMAIRE

éditorial

Page 2
- Editorial

Page 3
- IMMIGRATION : les patrons et le gouvernement d'accords pour licencier, mais les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot.

Page 4
- LE MALI DANS L'UMOA : la population risque de faire les frais.

Page 5
- L'opposition malienne en causerie à Paris.

Page 6
- Les travailleurs immigrés maliens ne manquent pas d'idées.

Page 7
- SENEGAL : licenciements arbitraires à la SSFD
- CAMEROUN : Ahidjo condamné à mort par son dauphin.

Page 8
- TCHAD : le régime rançonne les populations.

Page 9
- COTE D'IVOIRE : cours du cacao - un exemple de la loi des trusts.

Page 10
- COTE D'IVOIRE : pour une alternative démocratique ou pour une autre dictature.

ABONNEMENTS : voir page 12.

FACE AUX LICENCIEMENTS IL N'Y A QUE LA LUTTE

Pour la majorité d'entre nous, on est venu en France en espérant échapper un peu à la misère qui règne dans nos pays. Venir en Europe, c'était l'espoir de trouver du travail, aider la famille qui est restée au village, vivre mieux soi-même.

Si la France, la Belgique ou l'Allemagne attirent tant de pauvres d'Afrique, c'est bien sûr parce qu'il vaut mieux être ouvrier dans un de ces pays riches d'Europe que dans n'importe quel pays d'Afrique. En France, même les ouvriers profitent dans une certaine mesure des richesses volées dans les ex-colonies par la bourgeoisie française. Oh, certes pas par générosité d'âme ; les capitalistes ne sont pas plus naturellement portés à favoriser les ouvriers de chez eux que les ouvriers d'ailleurs. Mais la grande bourgeoisie des pays impérialistes a voulu aménager, au moins chez elle, une zone de "paix sociale" relative, pour ne pas être constamment menacé et elle en paie le prix.

Bien des travailleurs africains venus en France ont pu profiter de tout cela sinon tout à fait autant que les ouvriers d'origine française, du moins bien plus que les ouvriers restés en Afrique qui, eux, gagnent dix fois et parfois vingt fois moins qu'un travailleur émigré en France. Oh, les travailleurs émigrés ne se sont pas enrichis, certainement pas, mais du rang des ouvriers de la planète, parmi les plus défavorisés, ils ont accédé au rang des ouvriers les mieux lotis. Et ils ont, au moins pour quelques années, échappé à la misère, à la condition des prolétaires des pays pauvres.

Eh bien, aujourd'hui, avec la crise, des milliers de travailleurs émigrés font l'expérience qu'il n'y a pas d'échappatoire. Avec la crise, la bourgeoisie aggrave le sort de tous les prolétaires, y compris les prolétaires des pays riches. Et les travailleurs émigrés, les derniers arrivés dans les rangs des travailleurs des pays riches, sont parmi les premiers à être rejetés, sous une forme ou une autre. Alors que chacun des travailleurs émigrés se défende, c'est normal, et il faut le faire. Les uns en faisant payer cher aux patrons les licenciements et l'aide au retour ; d'autres en préparant leur retour. Mais on sait bien que, même, si on se fait payer cher le retour, on se retrouvera quand même dans la misère quelque temps après, parce que dans ce monde, il n'y a pas de place pour les pauvres.

Eh bien oui, que l'on soit prolétaire en Afrique, que l'on soit prolétaire en Europe, en France, prolétaire on est, prolétaire on reste, exploité, volé, et rejeté dans la misère dès qu'on ne sert plus, même si on a cru y échapper. Il n'y a pas à s'en étonner, il n'y a pas à en pleurer, c'est l'organisation sociale qui veut cela, c'est l'ordre capitaliste, où une minorité de capitalistes n'est riche que parce que des centaines de millions de prolétaires de par le monde sont pauvres, eux ! Et le seul véritable autre choix qu'il y a pour les prolétaires, c'est de combattre l'ordre capitaliste, non pas pour l'améliorer, non pas pour le réformer, non pas pour y trouver pour soi une place un peu meilleur que celle d'autres prolétaires, mais pour le détruire, radicalement !

Le monde est assez riche pour assurer à tous ceux qui travaillent, et pas seulement en France ou en Amérique, de quoi vivre décemment. Mais il faut pour cela mettre les richesses de la planète à la disposition de tous ; et il faut au préalable exproprier la grande bourgeoisie de par le monde. Et c'est au prolétariat international de mener à bien et jusqu'au bout, cette révolution.

Des dizaines de milliers de paysans africains chassés de leur campagne, d'autres dizaines de milliers partis des bidonvilles des périphéries des grandes villes africaines, sont venus en France en émigrés économiques. Eh bien, si une fraction seulement d'entre eux retourne au pays avec une conscience politique, avec une conscience révolutionnaire, et aider les milliers de prolétaires, de pauvres d'Afrique à s'organiser et faire en sorte que la situation explosive de là-bas ne s'épuise pas par des révoltes partielles ou par des émeutes religieuses comme au Nigéria, cela pourrait changer la face de l'Afrique, et qui sait, du monde !

immigration

LES PATRONS ET LE GOUVERNEMENT D'ACCORDS POUR LICENCIER

MAIS LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DIT LEUR DERNIER MOT

D'après les chiffres fournis par l'ANPE, il y a eu pour l'année 1983, 336 000 licenciés pour cause économique, en France. Dans le même ordre d'idées, selon les statistiques de l'INSEE, le nombre de suppressions d'emplois pour 1984 sera de l'ordre de 200 000 dans l'industrie. Tous les secteurs industriels sont touchés par ces licenciements. Les patrons de l'automobile ont déjà annoncé leurs prévisions ; Renault compte procéder à la suppression de 7 250 emplois pour 1984 et Citroën parle de 4 500.

Dans d'autres secteurs de l'industrie, les prévisions de licenciements sont tout aussi important. On parle de 6 à 8 000 dans le secteur minier, 5 000 dans la construction navale, et dans le bâtiment et les travaux publics, les prévisions montent jusqu'à 50 000 à 60 000 emplois supprimés.

La bourgeoisie et son gouvernement justifient les licenciements en parlant de la nécessité de " moderniser " de " restructurer " l'industrie. En réalité, il ne s'agit pas de " moderniser " ; ou si peu, que ce n'est même pas la peine d'en parler. Non, les usines restent les mêmes, les méthodes de production aussi, mais il s'agit de faire faire le même travail par moins d'ouvriers, payés plus mal. Il s'agit d'aggraver l'exploitation de ceux qui ont la " chance " de garder un travail, afin que les patrons puissent accroître leur taux de profit. Et tant pis si des centaines de milliers de travailleurs se trouvent à la rue. Les bourgeois ne font pas de sentiment. Cependant, ce n'est pas sans une certaine appréhension que le gouvernement envisage des licenciements massifs dans les grandes entreprises. Talbot a montré que les travailleurs peuvent réagir. Alors, pour désarmer le risque, au moins dans les grandes entreprises, le gouvernement incite les patrons à procéder en douceur, en incitant les ouvriers âgés à partir en préretraite, et en incitant les travailleurs émigrés à rentrer au pays, moyennant une " aide au retour ".

Parallèlement, le gouvernement français fait des pressions sur les gouvernements des pays dont sont originaires les travailleurs émigrés, notamment sur les gouvernements des pays africains, pour qu'ils acceptent de faire semblant d'accueillir les travailleurs émigrés qui rentrent. La chose n'enchant pas les dirigeants africains, qui ne sont pas très désireux de voir arriver de milliers de travailleurs, avec leurs habitudes de luttes, de grèves, de syndicalisme etc... ; sans parler du manque à gagner pour les Etats africains eux-mêmes pour qui les envois d'argent d'ouvriers émigrés représentent une recette. Il faut croire cependant que les pressions françaises ont été efficaces au moins sur le gouvernement sénégalais.

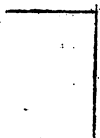
Depuis quelques temps, les autorités sénégalaises ont tout d'un coup porté un intérêt particulier aux travailleurs sénégalais en France. On pourrait croire que les autorités sénégalaises découvrent l'émigration après des dizaines d'années. C'est en avril 1983 qu' Abdou Diouf a créé un département ministériel chargé des émigrés, comme si la création de ce poste allait changer quelque chose.

Il est sûr que les gouvernements, d'un côté comme de l'autre, commencent à faire des yeux doux aux travailleurs pour qu'ils fassent les frais de cette série de licenciements qui risquent d'arriver. Les travailleurs immigrés en France ne doivent pas se faire d'illusion aussi bien sur l'aide au retour du gouvernement français que sur le bon accueil de nos dirigeants au pays. La fameuse "aide au retour" n'a été envisagée que dans quelques grandes entreprises genre Talbot ou Citroën, mais autant dans les grandes entreprises les patrons craignent les travailleurs, autant dans les petites entreprises, ils n'ont pas de scrupule pour les licencier. Et il est à craindre qu'il ne soit même pas question "d'aide au retour" pour ces derniers. C'est pour cela que cette "aide" au retour n'est qu'une promesse pour l'instant. Ce n'est nullement une loi, une mesure pour l'ensemble de l'immigration.

Même dans les entreprises, les travailleurs n'auront que ce qu'ils auront imposé par la lutte. C'est une question de rapport de forces entre les patrons d'un côté et les ouvriers de l'autre. En attendant nous ignorons jusqu'où ira l'attitude des patrons par rapport aux travailleurs immigrés. De toute manière, cela dépend du rapport des forces entre le patronat et la classe ouvrière dans son ensemble, sans distinction de race ni d'origine. Ce que nous savons, c'est qu'à Talbot, parce que les travailleurs ont commencé à lutter, les patrons ont fait quelques promesses. Nous savons de toute manière, que si les travailleurs se battent, ils ont la force de faire payer cher les patrons. Alors les travailleurs immigrés ont tout intérêt à participer pleinement à cette lutte, ne serait-ce que pour faire payer cher leur peau et leur licenciement.

le Mali dans

l'U M O A



la population risque

d'en

faire les frais

Le retour officiel du Mali, depuis quelques jours, dans l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMO A) pose un certain nombre de problèmes aux ressortissants vivant ici en France. A ce propos, on discute beaucoup dans les foyers des travailleurs immigrés. Les questions qui reviennent souvent dans ces discussions tournent surtout autour des points suivants: "les mandats que nous allons maintenant envoyer aux parents vont-ils perdre de la valeur ou non? - les commerçants ne vont-ils pas en profiter pour augmenter les prix? - la vie est déjà dure au Mali; ne sera-t-elle pas encore plus dure avec le Franc CFA?"

Les travailleurs ont raison d'être inquiets du changement de monnaie. Pour 200 FF envoyés au Mali, on touchera 10.000 F CFA et non plus 20.000 FM. Le nom de la monnaie change, mais les prix risquent d'augmenter. Dans ce cas, cela se traduira par une réduction catastrophique du niveau de vie déjà précaire des masses laborieuses.

En effet les gros et moyens commerçants qui savent fort bien manier les francs français, maliens, CFA et autres monnaies pour leurs achats dans les pays voisins (Sénégal, Côte d'Ivoire, Mauritanie...) ne seront pas enclins à diviser par deux les prix des marchandises comme il se doit avec le retour du Mali dans l'UMO A (1 FCFA = 2 FM). Ainsi les marchandises qui coûtaient 100 FM, par exemple, risquent de se vendre aussi 100 F CFA. Ce qui équivaldrait à un doublement des prix de marchandises. A moins que le

gouvernement oblige les vendeurs à respecter systématiquement la parité entre les deux monnaies. Or on sait que les agents de l'Etat envoyés pour contrôler les prix se laissent facilement corrompre par les commerçants. D'ailleurs l'exemple de corruption vient même des plus haut placés dans la hiérarchie gouvernementale.

Donc il peut y avoir des conflits entre vendeurs et acheteurs; car ceux-ci ne voudront pas que ceux-là profitent d'un simple changement de nom de monnaie pour leur faire payer plus cher. D'une manière générale, le niveau de vie des masses travailleuses risque de baisser. Mais ce sont les travailleurs qui seront les plus défavorisés car l'Etat va certainement appliquer à leurs salaires maigres l'équation $1 \text{ FM} = 1/2 \text{ F CFA}$.

L'OPPOSITION MALIENNE

EN

CAUSERIE À PARIS

Le 18 février dernier, il y a eu deux réunions sur la situation politique et sociale au Mali, organisées séparément par deux organisations oppositionnelles maliennes. L'une par le Front Patriotique Malien dirigé par le frère de l'ancien président Modibo Keita. L'autre par le CDLDLM (Comité de Défense de Liberté Démocratique au Mali).

Au cours de ces deux meetings, le régime actuel de Bamako a été condamné et dénoncé par les orateurs. Quant aux dirigeants du CDLDLM, ils ont surtout mis l'accent sur la réapparition prochaine du Franc CFA au Mali. Les militaires ont en effet décidé de faire disparaître le Franc Malien créé par Modibo en 1962. Ils ont aussi dénoncé la répression dont sont victimes les élèves et les étudiants au Mali. Selon eux, l'UNJM (Union Nationale de la Jeunesse du Mali) liée à l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien, parti unique de Moussa Traoré) essaye de s'implanter ici dans l'immigration étudiante. Le CDLDLM veut à tout prix empêcher cette implantation éventuelle. C'est de bonne guerre. Les dirigeants du CDLDLM ont eu raison de condamner le régime dictatorial de Bamako dirigé par des galonnés corrompus qui ne sont rien d'autres que des valets de l'impérialisme français.

Quant au Front Patriotique, l'un de ses dirigeants actuels ne manque pas de culot pour parler de la démocratie et de l'oppression car il n'y a pas si longtemps, il était ministre de l'ancien gouvernement de Modibo Keita. Ce dernier était ni plus démocratique, ni moins oppressif que leurs compères au pouvoir actuellement. Car le régime de Modibo ne tolérait qu'un seul parti, qu'un seul syndicat comme celui de Moussa Traoré. D'ailleurs qu'on le sache, Traoré n'est pas tombé du ciel, il est bel et bien un gallonné de l'ancien régime. Et c'est en tant que tel qu'il a expédié ses prédécesseurs dans les prisons de Kidal ou Taoudenni.

Alors, les exploités n'ont vraiment pas intérêt à suivre la voie tracée par ces gens, qui ne mène qu'à un nouvel aménagement de la dictature, sur la base d'une même misère pour les travailleurs et les paysans - à supposer qu'elle mène quelque part.

les travailleurs immigrés maliens ne manquent pas d'idées

Depuis des années, un certain nombre de travailleurs immigrés maliens constituent des associations des ressortissants de villages ; chaque association possède une caisse d'entraide pour rapatrier en cas de décès ou de maladie grave (folie), sur volonté de la famille. Cette caisse sert aussi à aider les familles restées aux villages, à creuser des puits cimentés et à construire des mosquées. Tel était le but du premier comité villageois depuis le début des immigrations. Mais un certain nombre de comités villageois s'orientent vers la création des coopératives agricoles ; il y a même des coopératives constituées dans la région de Kayes à Somankidy. Ce sont des travailleurs immigrés de ces villages ainsi que les ressortissants d'autres qui se sont associés à ceux de Somankidy pour créer une coopérative agricole ; ils font plusieurs récoltes par an. Les produits laitiers ne sont vendus que sur le marché local c'est-à-dire à Kayes.

Des travailleurs d'autres villages comme ceux de Teycily dans l'arrondissement d'Aoron ont construit, eux, un dispensaire, une pharmacie et mis sur pied une coopérative de vente de produits de première nécessité : riz, mil, huile, savon, dont les prix sont 20 % moins chers par rapport aux autres prix du village. Ils envisagent maintenant de créer une coopérative de production agricole. Quant à ceux de Kanianga dans l'arrondissement de Kiréne, ils ont aussi construit une maternité avec leur propre argent gagné directement ici en France. Des initiatives de ce genre sont nombreuses.

Les travailleurs ont raison de ne pas compter sur le gouvernement pour creuser des puits ou construire des dispensaires dans les villages ; car pour ce gouvernement tout comme pour l'ancien, la vie et la santé des villageois ne l'intéressent pas. Le fait que les travailleurs veulent prendre en mains leurs affaires ne peut être qu'une bonne chose. S'ils arrivent à construire de grandes coopératives dont les produits ne se vendent que localement cela peut résoudre de petits problèmes si ces coopératives marchent bien. Et à supposer que ces coopératives fonctionnent bien, les dictateurs militaires ne laisseront pas les travailleurs faire marcher leurs coopératives sans contraintes administratives : impôts, contrôles des prix etc... Les coopératives se heurteront inévitablement à des problèmes politiques, à l'Etat.

Alors, la coopération, c'est une bonne chose, c'est certainement sur cette voie que l'on trouvera la solution à bien des problèmes de la campagne africaine. Mais à condition que ne pèse pas sur celle-ci la lourde menace d'un Etat qui représente la bourgeoisie internationale autant que malienne, les privilégiés de toute sorte. La voie coopérative ne fera pas faire l'économie de la révolution prolétarienne, de la prise et de l'exercice du pouvoir par les travailleurs. Car c'est par le pouvoir des travailleurs que les coopératives actuelles ou futures pourront pour l'ensemble de la population villageoises fonctionner et au profit de tous.

SENEGAL

licenciements arbitraires à la SSFD

Les travailleurs de la Société Sénégalaise de Fabrication et de Distribution (SSFD) sont en grève depuis le 16 février. Cette grève est la suite d'une première grève qui a eu lieu en septembre dernier et qui a abouti à la signature d'un protocole d'accord par lequel la direction s'est engagée entre autres à payer la prime de panier et les heures supplémentaires, à faire observer le repos hebdomadaire, la semaine de 40 H, l'intégration d'un travailleur licencié, le reclassement du personnel ainsi que la relance de la mutuelle. Toutes ces revendications auraient pu être satisfaites sans problème. Car la SSFD, qui fabrique de la crème-glace et vend aussi des congélateurs et pièces détachées, semble en pleine expansion même en cette période de crise.

Mais à l'exception des deux dernières revendications qui n'ont pas coûté grand-chose à la direction, aucun des engagements pris vis-à-vis des travailleurs n'a été tenu. C'est pourquoi ceux-ci ont décidé de les faire respecter au moyen de la grève. La direction a répondu par des licenciements de 60 travailleurs et par la fermeture provisoire de l'usine et des points de vente.

La suite du conflit qui oppose la direction aux travailleurs dépend de la lutte et de la détermination de ceux-ci. Il y a 6 mois, ils ont gagné une première bataille en arrachant la signature d'un protocole d'accord. Aujourd'hui, ils ne peuvent imposer son application effective qu'en remportant la bagarre actuelle.

CAMEROUN

Ahidjo condamné à mort par son dauphin

Ahidjo, l'ex-président du Cameroun vient d'être condamné à mort par contumace par son successeur Paul Biya. Il est accusé d'avoir fomenté un complot contre le régime actuel. Tiens donc ! Ahidjo qui selon ses propres paroles avait " démissionné volontairement pour raison de santé " pour laisser son fauteuil à Biya, menacerait aujourd'hui son dauphin ?

Décidément, les dictateurs de chez nous, sont bien peureux ! Ils se méfient même de leurs propres pères ou de leurs propres fils. Hier Ahidjo quand il était au pouvoir il ne pouvait pas supporter que quelqu'un lui fasse de l'ombre, même pas son successeur. Il a gouverné sans partage depuis l'indépendance jusqu'en 1983.

Aujourd'hui c'est Biya qui ne veut pas que son prédécesseur lui porte ombrage. Si en matière de diotature il n'y a de différence entre les deux, il reste à savoir si en matière de longévité ce sera pareil.

tchad

LE REGIME RANÇONNE

LA POPULATION

Sous prétexte de reconstruire le pays dévasté par plusieurs années de guerre, les autorités tchadiennes ont décidé, par décret du 13 février, de faire payer la population et les entreprises privées ou semi-étatiques. C'est ainsi que tous les travailleurs, qu'ils soient employés dans le secteur public ou privé, doivent verser un mois de salaire obligatoire à l'Etat. Pour les salariés de l'Etat, la "contribution s'effectue par prélèvement direct"; pour le secteur privé, l'employeur doit soustraire directement la somme et la verser dans un compte ouvert par l'Etat. Ceux qui ne travaillent pas doivent quand même verser 1.000 F CFA à l'Etat.

Ainsi donc le gouvernement va rançonner toute la population au nom de la reconstruction du pays. Car comment croire que les FAN qui, il y a belle lurette rançonnait les populations pour leur autofinancement, allaient devenir subitement des gens honnêtes, humanitaires pour se préoccuper de l'avenir du pays, de reconstruire le pays ? Peut-être avec un peu de chance, une petite partie de l'argent collecté va servir à retaper certains bâtiments publics (palais présidentiel, camp du 13 avril, base aérienne Hadji Kossei ou autres casernes), histoire de faire croire à leur bonne intention. Mais le restant, point n'est besoin d'être devin pour deviner qu'il va servir à l'achat des armes et à alimenter les poches des dirigeants: de grosses sommes pour les plus hauts et peu pour les plus bas de l'échelle hiérarchique.

Pendant faisons quelques observations sur l'argumentation du gouvernement et sur les modalités de paiement de ladite "contribution à la reconstruction". Que les Sociétés et entreprises paient cette contribution, après tout elles ne sont pas à plaindre; elles peuvent puiser sur leurs bénéfices. Mais ce qui est révoltant, c'est que le gouvernement charge ces entreprises de taper dans les poches des ouvriers. Certaines sociétés, en pleine guerre civile, continuaient à tourner et même à faire de profits non négligeables. Mais faire payer la population déjà durement éprouvée par les conséquences de cette guerre (famine dans le Nord, vie chère dans le Sud) il faut avoir un certain culot. C'est vraiment du cynisme; il n'y a pas d'autre mot que cela.

Du cynisme parce que les dirigeants actuels sont parmi ceux qui n'ont pas hésité à mettre tout le pays à feu et à sang pour arriver au pouvoir et jouir des privilèges de l'Etat; ils n'ont pas hésité à détruire, à tuer pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Maintenant qu'ils sont au pouvoir, ils obligent les gens à payer leur sale guerre sous prétexte de "reconstruire le pays".

Eh bien mille fois non ! cela est inadmissible. Les responsables des destructions, des tueries, ce sont eux et ceux qui les soutiennent, les arment c'est à dire l'impérialisme franco-américain. S'ils sont incapables de reconstruire le pays, ils n'ont qu'à s'adresser à leurs maîtres de Paris ou de Washington mais pas à la population, la principale victime de la guerre; elle n'a pas à payer les pots cassés. On sait que les Comités Populaires des Forces Armées du Nord (COPOFAN) installés dans les villes et villages iront par la manière forte pour faire payer les 1.000 F CFA.

Ce qui n'est qu'une décision ministérielle risque de se traduire par des exactions. On sait par les faits précédents que, pour faire payer les impôts, les autorités locales allaient même jusqu'à saisir les maigres biens de ceux qui ne peuvent payer ou les emprisonnent pour les faire travailler gratuitement pour le compte de l'Etat.

. . . . /

Ainsi, après les actes de brigandages des combattants FAN qui s'accaparent par la force des biens d'autrui (radio, vélo, mobylette, etc...) suivent ceux de l'Etat avec cette prétendue "contribution à la reconstruction". Il reste à savoir si la population va accepter, sans réagir, cette décision scélérate du gouvernement; elle qui a du mal à vivre à cause de cette sale guerre imposée par les fractions rivales dont la seule ambition est de venir au pouvoir pour se remplir les poches.

COTE D'IVOIRE COURS DU CACAO

un exemple de la loi des trusts

Pour faire face aux aléas du marché international du cacao, le gouvernement ivoirien avait demandé en 1980 à des sociétés spécialisées en matière de conservation alimentaire d'étudier un procédé efficace qui lui permettrait de stocker son excédent de cacao afin de faire remonter le cours sur le marché international.

Après une série d'expériences, il semblerait que la société Bachman S.A. (spécialisée dans la conservation des fruits et des composants électroniques) associée à Jérice (société d'ingénierie agro-alimentaire) et à SIFCA (qui, avec ses filiales en Côte d'Ivoire "traite" 25 % du cacao et 40 % du café dans ce pays) sont en passe de gagner le " pari " d'Houphouët.

La Côte d'Ivoire avec ses 370.000 tonnes de cacao en est le producteur mondial. Cette matière première qui sert à la fabrication des produits chocolatisés est, comme toutes les matières premières produites dans les pays du Tiers-monde, dans les mains de quelques trusts qui ont la main mise sur le marché international. C'est à Londres qu'est fixé le prix du cacao qui oscillait l'année dernière entre 300 et 400 F CFA le kilo.

Entre 1976 et 1978, le prix du cacao avait grimpé de manière spectaculaire. On parlait alors du miracle ivoirien ". Dans l'euphorie, le gouvernement ivoirien misant sur cette augmentation déploya alors toutes sortes de projets (barrages hydrauliques, usines de sucre, etc.). Mais ce miracle du cacao n'a pas duré longtemps. A partir de 1978 jusqu'en 1982, l'effondrement fut tout aussi spectaculaire. De nombreux projets furent abandonnés. On a arrêté les constructions d'usine en cours voire même fermé certaines usines qui n'ont même pas encore tourné. Ce fut un énorme gouffre financier. Houphouët Boigny déclarait alors à qui voulait l'entendre qu'il n'était pas normal que le prix du cacao soit établi à Londres sans tenir compte de l'avis des pays producteurs.

En 1980, alors que les prix du cacao n'arrêtaient de baisser, Houphouët décidait de retirer, ou plutôt de ne pas déverser 100.000 tonnes de cacao sur le marché international déjà saturé, en les stockant dans les hangars. La location de ces hangars, l'achat des insecticides ainsi que les frais d'assurance ont coûté à l'état ivoirien la bagatelle de 7 milliards de FCFA. Mais cela n'a pas du tout empêché le prix de baisser.

Le nouveau procédé qui va bientôt être mis en fonction changera-t-il quelque chose à la dépendance de la Côte d'Ivoire en matière de cacao, tout premier producteur soit-elle ? Certainement pas, car jusqu'à nouvel ordre, ce sont les trusts et les grands empires financiers qui dictent leur loi soit directement, soit par l'intermédiaire des Etats impérialistes qui sont là pour défendre leurs intérêts. Les seules prérogatives qu'ils laissent à leurs valets comme Houphouët c'est celle de faire respecter leurs lois contre les pauvres, contre les exploités.

Il est d'ailleurs tout à fait symbolique que Houphouët se soit adressé à ces mêmes trusts ou à leurs filiales pour réaliser le fameux procédé de stockage du cacao. Et puis même si Houphouët en s'entendant avec les dirigeants des autres pays producteurs de cacao (ce qui n'est pas le cas) arrivait à gagner quelques miettes supplémentaires, ce ne sont ni les ouvriers agricoles, ni les petits paysans qui travaillent dans les plantations qui en profiteront. Ceux-là ne touchent jamais plus quand les prix augmentent à Londres, mais à coup sûr, ils touchent moins quand les prix dégringolent.

Tout au plus, il y aurait un peu plus de sous dans les caisses de l'Etat ainsi que dans celles des grands planteurs et autres fonctionnaires détournés de fonds. Alors que peut-on tirer comme conclusion des avatars actuels du régime ivoirien avec le prix du cacao ?

1°) La Côte d'Ivoire est totalement dépendante du marché international, des trusts agro-alimentaires. Cette dépendance n'est pas du tout liée à la nature du régime actuel. Ce n'est pas un changement de politique, ni même le changement de régime qui pourra mettre fin à cette dépendance. La seule façon d'y parvenir c'est de mettre fin à l'impérialisme, c'est-à-dire de se placer dans une perspective autre que celle du nationalisme qui consiste à revendiquer seulement quelques miettes de plus.

2°) Houphouët Boigny a beau râler contre le système imposé par les trusts, il fait quand même son boulot qui est de garantir l'ordre permettant la production, le transport et l'exportation du cacao ; c'est-à-dire l'exploitation des paysans pauvres et des ouvriers qui participent à ce cycle. Houphouët et ses maîtres sont des complices. Il faudrait que les exploités baissent aussi bien le valet que ses maîtres pour changer réellement les choses.

CÔTE D'IVOIRE pour une alternative démocratique ou pour une autre dictature ?

Le dimanche 19 février, une conférence qui devait être animée par Gbagbo Laurent, historien ivoirien vivant en exil à Paris, a été annulée par les autorités françaises. Il n'y a aucun doute ! Derrière cette interdiction il faut voir la main d'Houphouët.

Eh oui ! Le régime ivoirien est une dictature. Et en tant que tel il ne peut tolérer que des opposants, quels qu'ils soient, osent critiquer, même à Paris. Il a donc fait interdire la conférence. C'était la moindre des choses que Mitterrand pouvait faire pour Houphouët. C'est le genre de petits services que le gouvernement français, tout socialiste qu'il soit, ne pouvait pas refuser à un des plus fidèles serviteurs de l'impérialisme.

Qui est le conférencier ? Gbagbo Laurent est un enseignant qui s'est rapidement fait remarquer par le régime ivoirien, pour ses dénonciations et ses prises de position. Plusieurs arrestations et séjours dans les camps militaires de Côte d'Ivoire ont fait de lui un opposant connu.

Aujourd'hui en exil à Paris, Gbagbo a provoqué quelques remous dans le milieu ivoirien par la publication d'un livre intitulé : POUR UNE ALTERNA-

TIVE DEMOCRATIQUE. L'auteur présente son livre comme un appel à tous ceux qui désirent un changement réel en Côte d'Ivoire. Il dit avoir écrit son livre pour " servir de base de discussion à tous les démocrates ivoiriens afin de jeter les fondements d'un vaste mouvement démocratique. "

Que propose-t-il ? La démocratie, le combat pour la démocratie est son leit-motiv. Pour l'auteur, l'alternative démocratique est le centre des combats à venir car cela garantirait le multipartisme. Le multipartisme qui permettrait entre autres : " la garantie de la liberté pour tous et pour chacun " , " ... la possibilité pour les citoyens d'exercer un contrôle " , " ... l'évolution des mœurs politiques et une plus grande prise de conscience du fait national ... " Que de bien grands mots pour peu de chose ! Ok pour le multipartisme ! Mais comment l'obtenir ? Et puis qui garantirait donc cette démocratie ? Monsieur Gbagbo Laurent compte sur l'armée ? Cette même armée qui aujourd'hui garantit la dictature d'Houphouët ? L'auteur parle de la loi qui garantirait les libertés ! Quelle loi ? Celle que Gbagbo et ses amis publieront ou celle qu'Houphouët laissera ? Allons donc ! Il faut être moins péruil !

Oh ! évidemment les idées jetées en vrac dans l'ouvrage de Gbagbo plaisent. C'est sûrement le but de la manœuvre d'ailleurs : Parvenir à un vaste rassemblement de gens autour d'un certain nombre de mots ronflants mais creux, et pourquoi pas, être en bonne position pour la succession d'Houphouët ! Parce que c'est de cela qu'il s'agit ; uniquement de cela. Alors chaque catégorie sociale a eu droit à sa part d'attention, de considération. Ainsi :

- pour les ouvriers : " ... nous pensons que mieux l'ouvrier sera protégé par la loi, mieux il participera à la production ". Et comment ! Même un représentant du patronat ne dirait pas le contraire.

- pour les paysans : " ... parce que ce sont eux qui depuis 1920 tiennent à bout de bras l'économie ivoirienne, nous devons reconnaître aux paysans le droit de défendre leurs professions ". Ce serait la moindre des choses non ?

- pour les bourgeois : " ... encourager la bourgeoisie nationale à assumer sa responsabilité historique par un investissement et une épargne accrus ... " .

Décidément, il faut du culot ou la bonne foi de l'intellectuel bourgeois que rien ne gêne pour oser demander à la bourgeoisie nationale, ivoirienne ou pas, d'assumer ses responsabilités ! Une bourgeoisie nationale qui justement ne peut espérer survivre qu'en exploitant plus férocement, pressurant et faisant supporter plus durement aux populations, le poids de la domination impérialiste ! Et c'est de cette bourgeoisie condamnée que parle Gbagbo Laurent ! Il veut encourager à l'épargne ! Mais sur le dos de qui se fera cette épargne ? Qui va payer les investissements ? Pauvres petits bourgeois intellectuels ! Leur drame, pour nombreux parmi eux, c'est que la vie politique dans nos pays ne se passe pas comme en France ou en Angleterre par exemple. Ces pays sont assez riches pour s'offrir le parlementarisme bourgeois et ses " flon-flon ". Dans ces pays, il existe un personnel nombreux payé pour faire de la politique et vivant de cela. Hélas ! chez nous, il n'y a pas cette possibilité. Eh oui, on n'est plus à l'époque de la bourgeoisie révolutionnaire du 19^e siècle où celle-ci, en tant que classe avait tout un monde à conquérir.

Aujourd'hui, le monde entier est partagé entre impérialistes. Nos bourgeois nationaux n'ont le droit d'exister qu'à condition de se plier aux exigences des gros bourgeois des pays impérialistes. Il n'y a de place pour le politicien professionnel qu'à condition d'être un griot du régime. Alors, nos intellectuels, surtout les plus malins d'entre eux, en sont réduits à écrire des livres. Si ça marche, grand bien leur en fasse ; eux aussi ont bien besoin de vivre.

Mais quant à la classe ouvrière, quant aux exploités, ce n'est pas sur ces gens-là qu'ils devront compter. Même s'ils étaient plus honnêtes, même s'ils avaient une gestion rigoureuse, cela ne changerait rien pour les pauvres. S'il y a une politique à proposer aux prolétaires ivoiriens, c'est bien celle de s'organiser en tant que prolétaires, en tant que pauvres, pour mener la lutte sous leur propre drapeau.

Il est évident que dans les objectifs que les prolétaires consciemment se fixeraient, les luttes pour les libertés démocratiques figureront aux premières places. Sauf que ces luttes, même pour la démocratie, se feront avec les armes propres du prolétariat. Et si par leurs luttes les travailleurs obtiennent ces droits, pour les préserver, ils auront à garder leurs armes, leurs organisations de luttes. C'est par leur organisation indépendante que les prolétaires pourront être victorieux. C'est à cette condition qu'ils pourront garantir le multipartisme.

Oui, ceux qui parlent de combat démocratique sans se mettre du côté du prolétariat, et qui proposent des vastes rassemblements "fourretout" sont des naïfs, ou plus généralement de fieffés salauds.

Pour les intellectuels, ici dans l'immigration, le mieux à faire ce n'est pas d'être des rabatteurs, même pour des "opposants célèbres". Il n'y a pas d'autre choix, même pour le démocrate conséquent, que la révolution prolétarienne.

Ce dont les populations africaines ont besoin, c'est donc des intellectuels honnêtes, qui aient le courage de faire un choix politique, celui de lier leur sort à celui de la classe ouvrière. Des intellectuels qui aident cette classe à s'organiser, à lutter consciemment pour un avenir meilleur.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an

- pli ouvert : 24 F
- pli fermé : 48 F

ADRESSE

DUFEAL/COMBAT OUVRIER

pour le PAT

B P 42

92 114 Clichy-cédex

CE QUE NOUS VOULONS

Le premier des principes de la démocratie est la liberté de la presse. C'est la liberté de la presse qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la presse qui a permis à la France de devenir une grande nation.

Le deuxième des principes de la démocratie est la liberté de la parole. C'est la liberté de la parole qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la parole qui a permis à la France de devenir une grande nation.

Le troisième des principes de la démocratie est la liberté de la pensée. C'est la liberté de la pensée qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la pensée qui a permis à la France de devenir une grande nation.

Le quatrième des principes de la démocratie est la liberté de la conscience. C'est la liberté de la conscience qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la conscience qui a permis à la France de devenir une grande nation.

Le cinquième des principes de la démocratie est la liberté de la religion. C'est la liberté de la religion qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la religion qui a permis à la France de devenir une grande nation.

Le sixième des principes de la démocratie est la liberté de la science. C'est la liberté de la science qui a permis à la France de devenir une grande nation. C'est la liberté de la science qui a permis à la France de devenir une grande nation.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.